SPOTLAB / ANALYSE P24

PME et ETI : quelle trajectoire d'adoption de l'IA en 2026 ?

Une trajectoire pragmatique pour passer des essais IA à des résultats métiers acceptés, sans confondre PME et ETI ni ROI et perception.



Analyse / P24

Novembre 2026

Sources consultées au 2 novembre 2026

ANALYSE P24

Sommaire

01	Trois décisions à retenir pour les dirigeants	3
02	Adoption en 2026 : des chiffres à ne pas mélanger	4
03	Une trajectoire en six décisions, plutôt qu'un catalogue d'outils	6
04	Choisir le bon premier usage	7
05	Former, protéger, vérifier : les fondamentaux ne sont pas optionnels	9
06	Un pilote de 90 jours avec des critères d'arrêt	10
07	Le tableau de bord que le dirigeant devrait demander	12
08	La décision à prendre	12
09	Méthode, limites et sources	13

FICHE DE L'ANALYSE

ÉDITEUR
Spotwork.AI — Spotlab, Research & Insights

RÉFÉRENCE
P24

TYPE
Analyse documentaire

COLLECTION
Adoption & transformation

SOURCES CONSULTÉES
2 novembre 2026

PUBLICATIONS LIÉES
P05 · P17 · P18 · P19

EN BREF

L'IA gagne du terrain dans les petites et moyennes entreprises, mais acheter des abonnements ne suffit pas à transformer les opérations. Pour une PME ou une ETI, le véritable enjeu est de choisir un travail utile, sécuriser ses données, démontrer la qualité du résultat et organiser sa réutilisation. Le bon départ n'est pas nécessairement un agent autonome ni une plateforme sur mesure : c'est un pilote limité, évalué sur un travail effectivement accepté.

> *Pour les PME et ETI, une sélection de cas d'usage mesurables et gouvernables est préférable à une multiplication de pilotes sans continuité.*
>
> CE QU'IL FAUT RETENIR

SYNTHÈSE

En 2026, l'usage déclaré de l'IA progresse rapidement dans les TPE-PME, mais ce signal d'adoption ne renseigne pas directement sur la productivité, les marges ou la maîtrise des risques. Pour les ETI, les enquêtes portent sur d'autres populations et d'autres usages. Il faut donc distinguer trois réalités : la diffusion des outils, la transformation des processus et la preuve de valeur.

DIFFUSION	TRANSFORMATION	PREUVE DE VALEUR
Des outils utilisés, souvent à titre individuel	**Un processus métier qui change réellement**	**Un gain mesuré sur un travail accepté**

01 Trois décisions à retenir pour les dirigeants

1

Distinguer usage, intégration et valeur.

Un collaborateur peut utiliser l'IA quotidiennement sans que le processus métier, la qualité ou la marge de l'entreprise s'améliorent.

2

Construire la sécurité et la supervision dès le premier pilote.

La confidentialité, les droits d'accès et la vérification des réponses ne deviennent pas importants seulement lors d'un déploiement à grande échelle.

3

Capitaliser après avoir démontré l'utilité.

Les méthodes, sources et contrôles validés doivent pouvoir être réutilisés ; ce n'est pas une raison pour construire prématurément un grand système documentaire.

LA THÈSE DE CETTE ANALYSE

Une trajectoire réaliste part du processus métier, identifie les données autorisées et les responsabilités, teste des livrables acceptés, développe les compétences de vérification et ne capitalise qu'après preuve d'utilité. **Une intégration sophistiquée n'est pas une étape obligée.**

02 Adoption en 2026 : des chiffres à ne pas mélanger

TPE-PME 2026
40 %
Utilisent au moins une solution d'IA, contre 26 % en 2025 [1]

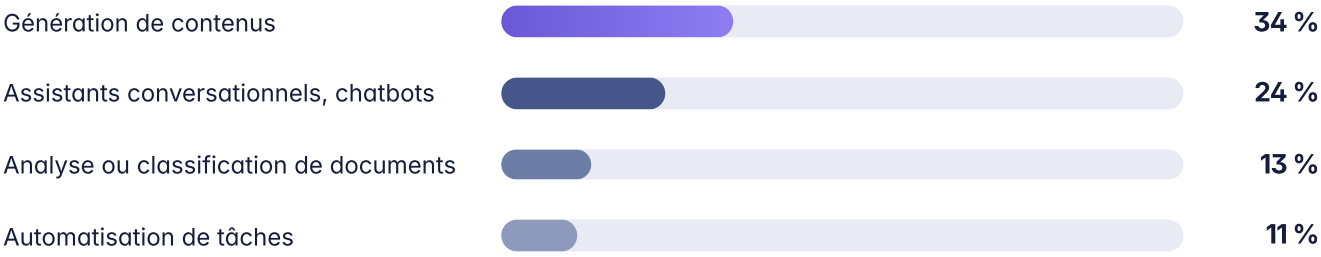
PME 2026
53 %
PME seules utilisant au moins une solution d'IA [1]

SOLUTIONS PAYANTES
19 %
Ensemble des TPE-PME ; 32 % chez les seules PME [1] [2]

ETI 2026
31 %
Dirigeants d'ETI déclarant un usage régulier de l'IA générative [3]

Quatre populations et quatre questions différentes : ces cartes ne forment ni un classement ni un entonnoir.

Le Baromètre France Num 2026, mené auprès de 9 655 TPE et PME françaises, indique que 40 % des répondants utilisent au moins une solution d'IA, contre 26 % en 2025. Chez les seules PME, cette proportion atteint 53 %. Les usages déclarés les plus fréquents concernent la génération de contenus (34 %), les assistants ou chatbots (24 %), l'analyse de documents (13 %) et l'automatisation de tâches (11 %). Ces catégories peuvent se chevaucher : leurs pourcentages ne s'additionnent pas [1].



Mais seulement 19 % de l'ensemble des TPE-PME déclarent utiliser des solutions d'IA payantes. Parmi les entreprises utilisatrices d'IA, 68 % estiment que l'IA a un effet positif : il s'agit d'une perception déclarée, pas d'un retour sur investissement calculé. La même enquête indique que 39 % ont rencontré au moins un incident cyber au cours des douze mois précédents — sans établir que ces incidents résultent de l'IA [1] [2].

Les ETI ne font pas partie de ce baromètre TPE-PME. Une enquête Bpifrance Le Lab auprès de plus de 530 dirigeants d'ETI, publiée en juin 2026, indique que 31 % déclarent un usage régulier de l'IA générative, tandis que 17 % des ETI utilisatrices déclarent des gains de temps (13 % sur l'ensemble des ETI interrogées). Les définitions de l'outil, de la fréquence et des populations diffèrent : **40 %, 53 % et 31 % ne constituent pas un classement comparable** [3].

Enfin, l'OCDE constate la diffusion d'outils standard mais une intégration stratégique et sécurisée inégale. Son enquête D4SME 2026 porte sur plus de 2 000 PME dans douze pays et repose sur un échantillon non représentatif. Elle aide à identifier les obstacles (temps, compétences, maintenance, cybersécurité), pas à recalculer la prévalence française [4].

02 / LIRE CHAQUE ENQUÊTE DANS SON PÉRIMÈTRE

FRANCE NUM

La diffusion déclarée dans les TPE-PME

Enquête réalisée par le Crédoc pour la Direction générale des entreprises, en ligne et par téléphone, du 23 mars au 18 avril 2026 ; publiée le 28 septembre 2026. 9 655 répondants, dont 6 786 TPE (799 sans salarié) et 2 869 PME, avec des résultats représentatifs des TPE et PME françaises par taille, secteur et région. Les utilisateurs de solutions payantes jugent plus souvent l'effet positif (plus de huit sur dix) : un écart de perception, non une preuve que l'abonnement crée la valeur [1] [2].

BPIFRANCE

Les dirigeants d'ETI

16e baromètre annuel des ETI de Bpifrance Le Lab, publié le 23 juin 2026 : 534 réponses de têtes de groupe implantées en France. 31 % des ETI utilisent régulièrement l'IA générative (+19 points en un an) ; 77 % des dirigeants déclarent que leurs collaborateurs et/ou eux-mêmes l'utilisent. Le gain de temps est déclaré par 17 % des ETI utilisatrices et par 23 % des utilisateurs réguliers, contre 12 % des utilisateurs occasionnels : une corrélation, pas un effet causal [3].

OCDE

Les obstacles, pas la prévalence

« Empowering SMEs in the Age of AI » (avril 2026), fondé sur l'enquête D4SME auprès de plus de 2 000 PME dans douze pays, explicitement non représentative. Il renseigne sur les contraintes de temps, les investissements de maintenance, les lacunes de compétences et les exigences de cybersécurité, mais ne permet pas d'estimer un taux français généralisable [4].

Ce que chaque chiffre permet — ou non — de conclure

Chiffre	Population	Permet de dire	Ne permet pas de dire
40 % / 53 %	TPE-PME / PME françaises	Au moins un usage d'IA est déclaré	Intensité d'usage, intégration aux processus, valeur créée
68 %	TPE-PME utilisatrices	L'effet de l'IA est perçu comme positif	Un retour sur investissement calculé
39 %	Ensemble des TPE-PME	Une exposition cyber déclarée sur douze mois	Que ces incidents soient liés à l'IA
31 %	Ensemble des ETI interrogées	Un usage régulier de l'IA générative est déclaré	Une comparaison avec 40 % ou 53 %
17 %	ETI utilisatrices de l'IA générative	Un gain de temps est déclaré (13 % sur l'ensemble des ETI interrogées)	Une productivité mesurée
D4SME	Plus de 2 000 PME, 12 pays	Les obstacles rencontrés	Un taux d'adoption français ou mondial

INTERPRÉTATION

Ces sources convergent sur l'enjeu d'une intégration ciblée, mais ne permettent ni de mesurer l'effet causal global de l'IA sur la rentabilité ni de définir un ROI moyen des PME et ETI. Les différences de questions et de populations doivent être conservées dans toute communication externe.

03 Une trajectoire en six décisions, plutôt qu'un catalogue d'outils

La grille ci-dessous est une **proposition méthodologique Spotwork.AI**, pas une norme officielle ni une capacité Spotwork.AI prouvée expérimentalement.

Décision	Question de direction	Livrable et propriétaire	Condition de passage
1. Sélectionner	Quel travail récurrent et coûteux mérite un essai ?	Fiche du processus, responsable métier, coûts actuels	Propriétaire métier, volume, utilité, risques identifiés
2. Autoriser	Quelles données et quels usages sont permis ?	Registre des données, revue des fournisseurs, politiques d'accès	Classification, fournisseur examiné, règles d'accès et de contrôle
3. Éprouver	Le livrable est-il meilleur ou produit à coût complet moindre ?	Jeu de cas représentatifs et barème d'acceptation	Référence comparable, validation humaine, reprises et incidents mesurés
4. Former	Qui sait cadrer, vérifier et reprendre le travail ?	Rôles, méthodes de vérification et circuit d'escalade	Compétences exercées sur les cas réels, responsabilités explicites
5. Capitaliser	Quels savoir-faire peuvent être conservés et réutilisés ?	Méthodes, modèles et sources approuvés	Sources, versions, méthodes, droits et responsables documentés
6. Étendre ou arrêter	Le gain justifie-t-il une intégration et un budget supplémentaire ?	Décision d'investissement et critères de retour arrière	Valeur nette vérifiée, seuils de risque respectés, décision réversible

L'ordre n'est pas mécanique : une ETI déjà équipée d'un SI complexe devra peut-être traiter les autorisations et la qualité documentaire avant de sélectionner un pilote. Une TPE peut très bien rester durablement à un niveau d'assistance simple si c'est ce qui maximise son utilité.

CE QUE LE CADRE N'EST PAS

Une proposition d'ingénierie organisationnelle, ni certification ni dispositif légal imposé. Les étapes peuvent être réordonnées selon le niveau de risque et les systèmes déjà en place.

CAPITALISER SANS SURDIMENSIONNER

Capitaliser ne signifie pas créer un grand référentiel : au début, une grille de contrôle réutilisée et un modèle de livrable approuvé peuvent suffire.

Chaque décision produit un livrable qui a un propriétaire et une condition de passage vérifiable. **Sans propriétaire ni condition de passage, une étape devient une intention.**

04 Choisir le bon premier usage

Un cas intéressant possède quatre caractéristiques : fréquence suffisante, résultat vérifiable, faible exposition initiale et coût de test maîtrisé. La préparation d'une proposition commerciale non confidentielle, la synthèse de documents autorisés ou la rédaction d'une première note sont souvent plus faciles à contrôler qu'une décision de crédit, de recrutement ou de santé ayant des conséquences directes sur les personnes.

01
Fréquence suffisante
Assez de cas pour comparer et pour amortir l'effort de mise en place.

02
Résultat vérifiable
Un responsable sait dire si le livrable est acceptable, et pourquoi.

03
Faible exposition
Pas de données sensibles ni de décision directe sur des personnes au départ.

04
Coût de test maîtrisé
Un essai borné, interruptible sans dommage pour l'activité.

La priorité ne se décide pas sur la seule économie de temps. Elle dépend également du risque d'erreur, des données nécessaires, de l'effort de supervision, de la facilité à comparer avec une méthode existante et de la possibilité d'interrompre l'usage sans dommage.

SOUVENT PLUS FACILES À CONTRÔLER

Proposition commerciale non confidentielle · synthèse de documents autorisés · première version d'une note ou d'un compte rendu

À RÉSERVER À UNE ÉTAPE ULTÉRIEURE

Décision de crédit, de recrutement ou de santé ayant des conséquences directes sur les personnes

EXEMPLE FICTIF — PME DE SERVICES

Une équipe prépare des comptes rendus clients. Avant le test, elle mesure la durée actuelle, les corrections et les critères d'acceptation. Elle n'utilise que des documents autorisés, fait valider chaque version et comptabilise le temps de relecture. Si la qualité est au rendez-vous et que le coût complet diminue, elle conserve un modèle de compte rendu et une grille de vérification approuvés. Aucun gain n'est présumé avant la mesure.

EXEMPLE FICTIF — ETI INDUSTRIELLE

Une direction qualité envisage d'interroger ses procédures internes. Le risque principal n'est plus seulement rédactionnel : réponse issue de la mauvaise usine, document abrogé, accès à une procédure réservée. Le pilote doit gérer la validité des sources, les habilitations et l'abstention si une preuve manque. Une intégration à l'ERP n'est engagée qu'après validation du processus et des permissions.

04 / DEUX ORGANISATIONS, DEUX TRAJECTOIRES

Les deux profils ci-dessous sont illustratifs : les besoins varient fortement selon le secteur, la maturité et les contraintes réglementaires. Leurs trajectoires ne doivent pas être confondues.

PROFIL A / PME DE SERVICES

Sans équipe IA dédiée

- Attentes : outils disponibles rapidement, coût limité, travail facile à vérifier
- Risques : envoi de documents clients, diffusion d'informations inexactes
- Piège fréquent : charge de relecture sous-estimée

Un pilote de rédaction assistée peut suffire comme premier pas.

PROFIL B / ETI INDUSTRIELLE

Un existant à respecter

- ☐ Contexte : ERP, gestion documentaire, plusieurs usines, procédures qualité, habilitations
- ☐ Risques : conflits de versions, de périmètres et de droits
- ☐ Piège fréquent : une intégration dont le coût excède le gain

Une revue des accès et des sources peut devoir précéder tout test de recherche documentaire.

Deux scénarios de déploiement, poussés jusqu'au critère de validité

A

PME de conseil — préparation de propositions commerciales

Le responsable commercial compare les propositions complètes acceptées, produites selon la méthode habituelle et avec une assistance IA. Les documents clients confidentiels sont exclus tant que les droits et garanties du fournisseur ne sont pas établis. Le coût complet inclut revue et corrections ; à l'issue du pilote, seuls les composants validés sont réutilisés.

B

ETI industrielle — recherche de procédures

L'utilisateur demande une consigne de maintenance applicable à une usine précise. **Une réponse qui cite une autre usine ou une version remplacée est invalide, même bien rédigée.** Il faut conserver la preuve de l'origine, de la version, du rôle de l'utilisateur et de la validation ; un document non autorisé ne doit jamais apparaître dans le contexte retourné.

Ces scénarios sont des simulations de raisonnement : aucun client, modèle, résultat économique ou incident Spotwork.AI n'y est rapporté.

05 Former, protéger, vérifier : les fondamentaux ne sont pas optionnels

Le **règlement européen sur l'IA**, dans sa rédaction issue du règlement (UE) 2026/1744 (« omnibus numérique sur l'IA »), en vigueur depuis le 27 juillet 2026, demande aux fournisseurs et déployeurs de prendre des mesures en faveur de la maîtrise de l'IA par les personnels concernés, adaptées à leur expérience et au contexte. Il **n'impose pas un niveau individuel uniforme ni une certification générale de formation**. Les obligations exactes dépendent du rôle de l'organisation et des usages [5] [6].

> ARTICLE 4 : REPÈRES DE CALENDRIER
>
> L'obligation de maîtrise de l'IA s'applique depuis le 2 février 2025. Sa rédaction actuelle, applicable depuis le 27 juillet 2026, en fait une obligation de moyens : elle ne requiert pas de garantir un niveau donné de maîtrise pour chaque personne, et confie à la Commission et aux États membres un rôle de soutien, notamment envers les PME. Selon la Commission, la surveillance et le contrôle par les autorités nationales débutent en août 2026. Vérifier le rôle de l'organisation (fournisseur, déployeur) et les autres dispositions applicables à son système : l'article 4 n'en dispense pas [5] [6] [7].

Pour les données personnelles, les principes du RGPD restent applicables. France Num, avec la CPME et la CNIL, propose des fiches concrètes pour choisir une solution d'IA générative et définir les précautions d'utilisation. Les fiches CNIL relatives à la **constitution de bases d'entraînement** ne couvrent pas à elles seules toutes les questions juridiques du **déploiement d'un outil tiers** : la qualification du cas doit rester précise [8] [9].

Un socle de gouvernance proportionné peut rester léger : liste des cas autorisés, classification des données, responsable de validation, procédure de signalement, vérification des fournisseurs, accès maîtrisés et journal des modifications significatives. L'important est qu'il soit compris et effectivement appliqué, non volumineux.

Le socle de sécurité pragmatique, en pratique

- ☐ Inventaire des outils réellement employés, y compris personnels
- ☐ Données qu'il est permis d'y transmettre, par catégorie
- ☐ Droits d'accès et durée de conservation chez le fournisseur
- ☐ Responsable de validation pour chaque cas autorisé
- ☐ Contrôles contre les erreurs avant tout envoi externe
- ☐ Circuit de signalement et de traitement des incidents

Le succès d'un test sur des données factices **ne suffit pas à autoriser l'utilisation de données personnelles ou de données clients en production.** L'autorisation est une décision distincte, documentée et rattachée à un responsable.

06 Un pilote de 90 jours avec des critères d'arrêt

JOURS 1 À 15
Cadrer

Sélectionner un ou deux cas, décrire le travail fini, les données, les rôles, le point de départ et les limites d'usage. Un comité réduit vérifie les autorisations et documente la référence et les risques.

JOURS 16 À 45
Tester

Tester sur des dossiers représentatifs. Comparer des livrables acceptés : qualité, erreurs, reprises, délai complet, coût des licences ou appels, temps humain et incidents.

JOURS 46 À 70
Stabiliser

Tester la reproductibilité, former les utilisateurs, formaliser les méthodes et sources validées. Ne pas généraliser un cas dont les résultats sont instables ou dépendants d'une seule personne.

JOURS 71 À 90
Décider

Décider d'étendre, de corriger et retester, ou d'arrêter. Pour un cas critique, une violation de confidentialité ou une erreur métier grave doit pouvoir imposer l'arrêt indépendamment du score moyen.

GO — EXTENSION | CORRECTION PUIS RETEST | NO-GO — ARRÊT

Ce qui doit exister à la fin de chaque phase

Échéance	Preuve de sortie
Jour 15	Fiche du processus, référence mesurée, autorisations et limites d'usage écrites
Jour 45	Livrables évalués sur le jeu de cas, coûts complets, reprises et incidents consignés
Jour 70	Résultats répétés, utilisateurs formés, méthodes et sources approuvées
Jour 90	Décision motivée, responsables et jalons, plan de correction ou d'extension

Ce calendrier est un exemple de pilotage, pas une durée réglementaire ni une garantie de résultats. Une TPE peut mener une expérimentation plus courte ; une ETI réglementée peut nécessiter un dispositif plus long.

> **PROPORTIONNER LA PREUVE AU RISQUE**
> Le niveau de preuve exigé augmente avec la criticité du processus. La décision d'extension s'accompagne de responsabilités et de jalons nommés ; l'extension à d'autres équipes n'est jamais une conséquence automatique du premier succès.

06 / LE CONTRAT DE TEST : MESURER UN TRAVAIL RÉELLEMENT ACCEPTÉ

Unité de mesure : le livrable accepté par le responsable métier, sur un jeu de cas identifié avant l'essai. Le contrat est écrit avant le premier test ; il fixe ce qui est consigné, ce qui est calculé et ce qui arrête l'essai.

Volet	Contenu
À consigner pour chaque cas	Identifiant, documents de départ, difficulté, outil et version, consigne, temps de génération, temps de contrôle humain, nombre de reprises, coût variable, qualification du résultat, erreurs critiques, décision de validation
Indicateurs	Coût complet par livrable accepté ; délai complet ; taux d'acceptation initiale ; fréquence des corrections ; incidents ; usage autorisé et régulier ; taux de réutilisation d'une méthode validée
Jeu de stabilité	Cas simples, ambiguïtés, documents obsolètes, question sans preuve disponible, accès restreints ; répétitions, budget, délai maximal et critères d'arrêt définis à l'avance
Alertes bloquantes	Une fuite de données ou une erreur métier grave bloque l'essai, indépendamment de la moyenne des résultats

RETOUR SUR INVESTISSEMENT

Le ROI éventuel distingue trois grandeurs : capacité libérée, dépense réellement évitée et marge observée. Une même heure ne peut être comptée deux fois, ni comme économie et réinvestissement à la fois. La méthode du coût complet par livrable accepté est détaillée dans l'analyse « Combien coûte réellement l'IA générative en entreprise ? Du token au livrable accepté».

PRÉCAUTION STATISTIQUE

Un essai sur dix documents ne permet pas d'annoncer un gain généralisable à toutes les missions. Un groupe de comparaison ou une méthode avant/après documentée facilite l'analyse, mais les différences de dossiers et d'opérateurs limitent l'attribution causale.

Trois issues possibles, décidées sur preuve

GO — EXTENSION

Qualité maintenue ou améliorée sur plusieurs cas représentatifs, coût complet avantageux, aucune alerte bloquante. Extension restreinte, avec jalons.

CORRECTION PUIS RETEST

Valeur plausible, mais lacunes corrigeables : sources, consignes, contrôles ou formation. Nouveau test sur le même jeu de cas.

NO-GO — ARRÊT

Erreurs critiques persistantes, droits sur les données non établis ou coût complet durablement supérieur à la référence.

07 Le tableau de bord que le dirigeant devrait demander

Résultat recherché	Indicateur utile	Interprétation à éviter
Travail livré	Temps et coût par livrable accepté	Confondre vitesse de génération et productivité
Qualité	Taux d'acceptation et de reprise, erreurs critiques	Ne suivre que la satisfaction des utilisateurs
Sécurité	Incidents, accès refusés et données exposées	Déduire de l'absence d'incident une sécurité garantie
Adoption	Utilisateurs réellement actifs sur les cas autorisés	Assimiler licences achetées et transformation
Capitalisation	Méthodes/sources approuvées effectivement réutilisées	Compter seulement des documents ou prompts stockés
Économie	Coûts évités réalisés, réinvestissements, marge nette démontrée	Compter deux fois les heures potentiellement gagnées

08 La décision à prendre

Pour une PME ou une ETI, l'IA professionnelle est une capacité à organiser, pas une accumulation d'outils. Le point de départ est une responsabilité métier claire, une connaissance du risque, un résultat observable et une règle de décision. Les intégrations, les agents et les bases spécialisées deviennent utiles lorsque les cas réels en démontrent la nécessité.

DÉCISION DE DIRECTION RECOMMANDÉE

Approuver un cas d'usage précis, un responsable, une base de comparaison et des critères bloquants **avant d'acheter une architecture supplémentaire.**

> *Le premier actif durable est souvent la capacité à cadrer, contrôler et apprendre à partir des usages, plutôt que la technologie elle-même.*

09 Méthode, limites et sources

Méthode et limites. Cette publication combine des enquêtes externes et une proposition de méthode Spotwork.AI. Elle ne présente ni expérience menée chez un client, ni benchmark de Spotwork.AI, ni garantie de ROI. Les enquêtes France Num, Bpifrance et OCDE portent sur des populations et des définitions différentes ; leurs indicateurs ne doivent pas être additionnés ou traités comme des validations causales.

Les ETI ne sont pas mesurées par l'enquête France Num, et les chiffres d'adoption déclarés ne fournissent pas de lien causal direct avec la rentabilité. Les dispositions juridiques citées doivent être appréciées pour chaque cas d'usage : elles ne constituent pas un avis juridique exhaustif.

[1] France Num (DGE), enquête Crédoc — Baromètre France Num 2026 : le numérique et l'intelligence artificielle dans les TPE et PME (28 septembre 2026).
francenum.gouv.fr/guides-et-conseils/strategie-numerique/comprendre-le-numerique/barometre-france-num-2026-le

[2] Direction générale des entreprises — Baromètre France Num 2026 : quatre TPE-PME sur dix utilisent désormais l'intelligence artificielle (28 septembre 2026).
entreprises.gouv.fr/espace-presse/barometre-france-num-2026-quatre-tpe-pme-sur-dix-utilisent-desormais-lintelligence

[3] Bpifrance Le Lab — 16e baromètre annuel des ETI (23 juin 2026).
presse.bpifrance.fr/bpifrance-le-lab-presente-la-16e-edition-de-son-barometre-annuel-des-eti-des-perspectives-en-legere-amelioration-malgre-les-tensions-internationales/?lang=fra

[4] OCDE — Empowering SMEs in the Age of AI (avril 2026).
oecd.org/en/publications/empowering-smes-in-the-age-of-ai_bf5a9816-en.html

[5] Règlement (UE) 2026/1744 du 8 juillet 2026 (omnibus numérique sur l'IA), modifiant le règlement (UE) 2024/1689 ; en vigueur le 27 juillet 2026.
eur-lex.europa.eu/eli/reg/2026/1744/oj

[6] Commission européenne, AI Act Service Desk — Article 4, maîtrise de l'IA (texte affiché antérieur à l'omnibus, signalé comme tel).
ai-act-service-desk.ec.europa.eu/fr/ai-act/article-4

[7] Commission européenne — AI Literacy: Questions & Answers.
digital-strategy.ec.europa.eu/en/faqs/ai-literacy-questions-answers

[8] France Num, avec la CPME et la CNIL — Utiliser l'IA générative dans les TPE et PME : quatre fiches pratiques.
cnil.fr/fr/utiliser-lia-generative-dans-les-tpe-et-pme

[9] CNIL — IA : comment se mettre en conformité ?
cnil.fr/fr/ia-comment-se-mettre-en-conformite

Pour aller plus loin

Combien coûte réellement l'IA générative en entreprise ? Du token au livrable accepté

IA en entreprise 2026 : pourquoi l'adoption ne suffit pas à créer de la valeur

IA et travail professionnel en 2026 : les six compétences qui deviennent décisives

Spotwork.AI

L'IA professionnelle de confiance

Mieux travailler aujourd'hui,
construire votre intelligence de demain.

SPOTLAB · RESEARCH & INSIGHTS · ANALYSE P24

PME et ETI : quelle trajectoire d'adoption de l'IA en 2026 ?

Des essais IA aux résultats métiers acceptés

© 2026 SPOTWORK.AI